

37 ans 1/2... 40 ans... maintenant 41 ans ? Jamais !

« *La retraite toujours plus tard ? Y'a pas le choix !* », disent-ils...

Le seul argument serait l'**allongement de la vie** couplé à une **prévision démographique catastrophiste**. Outre que ce second point est faux, le COR lui-même l'indique, le premier est éminemment douteux : à coup d'emploi précaire, de vie professionnelle en pointillé, de « franchises » médicales et assuranciennes, de hausses de prix, de hausse du seuil d'accès à un parc HLM insuffisant, de conditions de travail dégradées, **quelle sera l'espérance de vie dans 10 ou 15 ans...**

En 2003, le gouvernement et le MEDEF avaient promis l'augmentation du **taux d'emploi des « seniors »** (aujourd'hui le plus bas d'Europe, **cinq ans après la promesse**) ; la **compensation des aléas de carrière** (au point mort) ; la **pérennisation du financement de la retraite par répartition** (au point mort) ; la **négociation sur la pénibilité** (discussions rompues par le patronat).

« *Les caisses sont vides... » Mais qui les a vidées ?*

Les salariés et les chômeurs ? Ou les **capitalistes** et les **rentiers** ? À qui devons-nous l'économie globalisée ? Ces derniers évitent soigneusement de parler d'« **augmentation de salaires** », pour ne pas avoir à parler de son cortège « ringard » de **charges sociales** (assurance chômage, assurances maladie, grossesse, assurance retraite), forcément « ringard » puisqu'issu du Conseil national de la Résistance, voire des luttes et du Front populaire de 1936. Ils persistent à proposer une « **participation** » **actionnariat** ; mais cela revient à ce que les salariés, nouveaux petits actionnaires, se licencient eux-mêmes, pour cause de rentabilité...

La retraite aura bientôt été **privatisée**, le système par répartition sera remplacé par des fonds de pension privés, accessibles aux seuls privilégiés, de moins en moins nombreux. Et ça, c'est le contraire de la solidarité sous-tendue par les retraites par répartition. La retraite par capitalisation, c'est cela dont rêvent nos élites pour nous ; et les assureurs d'aiguiser leurs dents...

« *Les Français ne travaillent pas assez* » ? **Mensonge !**

Les Français travaillent assez, et même plus que certains de nos voisins européens ! Mais certains veulent convaincre les Français qu'ils sont de mauvais élèves, pour faire passer la pilule de l'allongement de la durée légale du travail (donc réduire le coût des heures supplémentaires au-delà de cette durée), pour « en finir avec les 35 heures ». En fait de « travailler plus pour gagner plus », il s'agit bien de « **travailler plus pour gagner moins** ».

« *Les Français ne travaillent pas assez vieux.* » **Qui les met à la porte ? Le patronat...**

Pour le moment, l'âge légal de la retraite est 65 ans. Un salarié peut prendre sa retraite à 60 ans après avoir cotisé 40 annuités. L'alignement des **régimes spéciaux** sur 40 annuités n'était que le dernier **préalable** au passage à 41 annuités pour tout le monde.

On vient de **rétablir pour les chômeurs âgés l'obligation de « chercher un emploi »** (alors que ce sont les patrons qui refusent de les employer...), **jusqu'à 60 ans**. Donc, tous ces « seniors » sortis des statistiques par la fenêtre vont revenir par la porte... jusqu'à une nouvelle pirouette statistique.

Autre réalité oubliée : il est déjà difficile de réunir les **40 annuités, pour les plus jeunes baby-boomers**, aux carrières plus morcelées que celles de leurs aînés... Or, à moins de 40 annuités, la retraite est « **décotée** ».

Enfin, « liquider ses droits à pension » se résumera à « liquider ses droits » tout court !

A ce rythme (+ 1 an de cotisation tous les 4 ans), nous arriverons en 2028 à 45 ans de cotisation (désir du MEDEF), et quasiment aucun salarié ne pourra partir avant 65 ans.

Nous assistons à une surenchère dont on peut déjà admirer les résultats aux USA et en Grande-Bretagne : de dignes vieillards – **les pauvres dignes passent mieux à la télé que les pauvres râleurs** – tentant péniblement de **compléter leur maigre retraite – et d’abréger leur vie...** – en déchargeant des caisses dans les supermarchés, avant d’aller en **faire les poubelles** pour leur frichti du soir (sauf si lesdits supermarchés ont aspergé les poubelles d’eau de Javel, question d’hygiène...).

Il n’y a rien à attendre de cette politique dont le but est de **réduire la part des salaires au profit de celle de la rente et du capital**. Si la France est en retard, c’est sûrement, pour les tenants de cette politique, en termes d’obéissance, de soumission et de gratitude infinie aux patrons qui nous emploient... Eh bien, tant mieux !

En moins de 30 ans, la redistribution des bénéfices a basculé : + 10 points en faveur du capital et des actionnaires ; – 10 points au détriment des salariés, ceux-là mêmes qui fabriquent la plus-value. En 1980, 70% de la valeur créée allait au travail, 30% au capital ; aujourd’hui, 60% va au travail, 40% au capital... Même Philippe Seguin notait que la simple taxation des stock-options rapporterait de quoi renflouer la Sécurité sociale... propos aussitôt relégués au silence absolu...

Tous les salariés et agents publics doivent se sentir solidaires d’une lutte qui concerne leur travail, leur retraite, et au-delà tous leurs acquis sociaux, et même leur dignité. **Avoir un emploi est un droit pour chacun. Des conditions sociales dignes sont un devoir pour nos dirigeants. Seule une mobilisation de toutes et tous permettra de vous faire entendre. Il est urgent de ne plus se laisser convaincre naïvement par les arguments alarmistes et falsifiés du gouvernement, relayés complaisamment par certains médias.**

Une mobilisation forte est nécessaire ce jeudi 22 mai, car il est contre-productif de défendre nos droits séparément. L’accumulation des manifestations et des grèves, limitées, sporadiques, finit par jouer contre les travailleurs eux-mêmes, lassés de perdre des heures, voire des journées de travail.

Face à LA politique de régression sociale d’un gouvernement,

réagissons, convergeons pour mener tous ensemble LA lutte

41 ANS ? SANS NOUS !

TOUS EN GREVE LE JEUDI 22 MAI

TOUS A LA MANIFESTATION

Parcours : Bastille – République – Saint -Augustin

Rendez-vous CFDT :

**à partir de 14 h à l’Angle de la Place de la Bastille
et du boulevard Richard -Lenoir**

CFDT-Culture, Paris le 21 mai 2008